

<https://ricochets.cc/COMMUNIQUE-UNITAIRE-EN-REACTION-A-LA-POLITIQUE-INACCEPTABLE-DE-NICOLAS-DARAGON-ET-DE-SA-MAJORITE.html>



COMMUNIQUÉ UNITAIRE EN RÉACTION A LA POLITIQUE INACCEPTABLE DE NICOLAS

DARAGON, ET DE SA

COMMUNIQUÉ UNITAIRE EN RÉACTION
A LA POLITIQUE INACCEPTABLE
DE NICOLAS DARAGON
ET DE SA MAJORITÉ MUNICIPALE A VALENCE

Des violences dites urbaines se sont produites dans les quartiers des Hauts de Valence en octobre et novembre dernier. Des actes sur lesquels la justice aura à se prononcer. En réponse, les mesures prises par l'équipe de Nicolas Daragon font, elles, fi de l'indépendance de la Justice, et ne contribuent en rien au retour au calme demandé par les personnes subissant parfois quotidiennement des incivilités.

La démarche du maire de Valence mettant en place des sanctions radicales que sont celles « de mesures d'expulsion », « de suppressions d'aides municipales facultatives » n'apporte pas de réponses efficaces sur le long terme comme la plupart des mesures prises dans la délibération présentée au conseil municipal du 14 décembre posent même problème.

- Parce qu'elles nient le droit à la personnalité juridique (imposée par l'article 6 de la déclaration universelle des droits de l'homme) de chaque personne dont un membre de la famille est soupçonné d'incivilité, de délit ou même de crime.
- Parce qu'elles risquent d'être contre-productives par l'effet d'exclusion et de stigmatisation des familles ou même des auteurs des méfaits dans notre pays où la réinsertion devrait prévaloir sur la condamnation.
- Parce ce qu'elles ouvrent une boîte de pandore, par les dérives autoritaires et arbitraires qu'elles permettront selon les interprétations et les volontés politiques.

Ces mesures vont profondément modifier les relations entre la mairie, la police municipale, les institutions publiques d'assistance (CCAS) et les habitants des quartiers populaires. Il est difficile d'accepter le coup porté à l'universalité de l'accès au service public. Refuser le droit aux aides du CCAS, c'est refuser l'aide à la subsistance.

GÉ MUNICIPALE A

De presse en ligne : vendredi 8 janvier 2021

VALENCE

- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Des violences dites urbaines se sont produites dans les quartiers des Hauts de Valence en octobre et novembre dernier. Des actes sur lesquels la justice aura à se prononcer. En réponse, les mesures prises par l'équipe de Nicolas Daragon font, elles, fi de l'indépendance de la Justice, et ne contribuent en rien au retour au calme demandé par les personnes subissant parfois quotidiennement des incivilités.

La démarche du maire de Valence mettant en place des sanctions radicales que sont celles « de mesures d'expulsion », « de suppressions d'aides municipales facultatives » n'apporte pas de réponses efficaces sur le long terme comme la plupart des mesures prises dans la délibération présentée au conseil municipal du 14 décembre posent même problème.

" Parce qu'elles nient le droit à la personnalité juridique (imposée par l'article 6 de la déclaration universelle des droits de l'homme) de chaque personne dont un membre de la famille est soupçonné d'incivilité, de délit ou même de crime.

" Parce qu'elles risquent d'être contre-productives par l'effet d'exclusion et de stigmatisation des familles ou même des auteurs des méfaits dans notre pays où la réinsertion devraient prévaloir sur la condamnation.

" Parce ce qu'elles ouvrent une boîte de pandore, par les dérives autoritaires et arbitraires qu'elles permettront selon les interprétations et les volontés politiques.

Ces mesures vont profondément modifier les relations entre la mairie, la police municipale, les institutions publiques d'assistance (CCAS) et les habitants des quartiers populaires. Il est difficile d'accepter le coup porté à l'universalité de l'accès au service public. Refuser le droit aux aides du CCAS, c'est refuser l'aide à la subsistance.

En réalité nous assistons à un raisonnement stratégique lié aux futures campagnes électorales qui se dérouleront en juin 2021 et avril 2022. Il est de bon ton, dans ce contexte, de faire de la surenchère sécuritaire pour séduire l'électorat de la droite dure et de l'extrême droite.

L'adjoint à la sécurité et aux affaires patriotiques, monsieur Mahaux, va même jusqu'à parler de ces délinquants mineurs en niant leur minorité (âge) : « ces mineurs ne sont pas les mêmes que les jeunes pour lesquels a été créée la loi de 1945 ». De là à avoir la nostalgie du bagne pour enfant du dix-neuvième siècle, il n'y a qu'un pas.

Dans cette course à la visibilité médiatique et sécuritaire, Nicolas Daragon indique avoir écrit au Garde des Sceaux pour demander une réforme de la loi de 1945 concernant la justice des mineurs. Réforme votée par l'Assemblée Nationale le 11 décembre 2020.

Il est important de ne pas oublier que les bénéficiaires de ces aides sont les premiers impactés par les politiques de casse sociale, qui entraînent des inégalités croissantes, touchant aujourd'hui un enfant sur trois dans notre pays, quand plus de dix millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté.

Nous rappelons à Nicolas Daragon cette circulaire de l'Éducation Nationale, qui stipule que « toute sanction, toute punition s'adressent à une personne ; elles sont individuelles et ne peuvent être, en aucun cas, collectives » (circulaire n° 2000-105 du 11-7-2000) ; plus largement, la sanction collective est simplement injuste et contraire aux principes fondamentaux du droit français.

Pour conclure, nous invitons par la présente, monsieur le maire, et sa majorité au Conseil Municipal de Valence, à ne pas oublier de rester digne.

Les Signataires :

- " Des mouvements politiques : La Drôme Insoumise (LFI) , EELV 26 ,
Génération Climat , le NPA valence , le PCF 26.
- " Des syndicats : la CNT-STP26 , la FSU , la CGT 26 et Solidaires 26-07.
- " La Ligue des Droits de l'Homme (Drôme).
- " Des associations : l'ASTI-Valence, Pas d'Enfants à la Rue , Solidarité et
Langages (Valence- Fontbarlettes) , SOROSA
- " Des groupes de Gilets Jaunes (de Valence et Saillans) .
- " Des collectifs valentinois : Arts en Grève , les Colleuses , le Witch Block.